

## *Le point*

### **AU PAYS DU BORGNE, LE SILENCE N'EST PAS D'OR !**

Dans cette terrible prise d'otages de masse, où les journalistes ont été tenus à distance – réflexe très algérien qui n'est pas le plus judicieux dans des batailles où le média est le moyen et la médiatisation le but –, le moment le plus frappant a été d'entendre le chef du groupe terroriste, Abou Al Barraa himself, passer en direct sur la chaîne Al Jazeera.

Il se plaignait des tirs venant de l'armée algérienne, exigeait le retrait et, suprême délicatesse, donnait la parole à de pauvres otages pour leur faire dire exactement ce qu'il voulait. C'était un moment particulier, celui où l'on comprend que des groupes de terroristes ayant pour but l'instauration d'un système rétrograde avaient de l'avance sur un Etat présumé moderne.

Les terroristes étaient devenus une source, alors que les autorités algériennes se transformaient en trou noir et suscitaient des interrogations sur leur mode de communication. On aura entendu des pseudo-spécialistes payés au cachet débiter des âneries, alors que manifestement ils ne «savaient rien». Mais quand la communication algérienne était d'un niveau zéro, les imposteurs travestis en spécialistes pouvaient dire ce qu'ils voulaient, sans risque d'être détrompés. Une communication très «soviétique», s'est risqué un commentateur. Sans risque d'être détrompé.

Il n'est jamais facile de communiquer en temps de crise, mais ne pas communiquer est pire. Les Algériens, non connectés sur le Net, étaient orphelins d'une explication «nationale», mais ils avaient le choix entre des offres multiples des chaînes d'informations arabes aux françaises, sans compter les anglo-saxonnes, pour ceux qui maîtrisent l'anglais. L'effet pour celui qui se laisse emporter dans un zapping totalement extraverti est totalement déroutant. Mais comment expliquer cette incapacité à faire le minimum, qui consiste, au moins, pour un gouvernement, à démentir de fausses informations et éviter les interprétations erronées.

Les politologues ne l'ignorent pas, un Etat dont les institutions sont le plus souvent de pures devantures, ne met pas ceux qui ont des charges de responsabilité devant des exigences hautes. Ceux qui ont la compétence technique attendent le feu vert de politiques, qui n'existent pas, car la politique n'existe, en fait, que dans un centre restreint. Tous les ministres ne sont en fait que des super-secrétaires généraux, ils ne sont pas des politiques. Et les Algériens, noyés dans les médias, d'ailleurs, ont découvert que les choses nous échappaient et qu'on nous mettait en guerre, au Mali, sans qu'on l'ait vraiment décidé. Le borgne, comme les puissances étrangères, ont été plus présents que nos «politiques».

Et c'est bien là le grave problème. Le bannissement d'une vie politique sérieuse, où l'on débat sérieusement des questions nationales, est devenu un problème critique. La réforme démocratique n'est plus un luxe. C'est devenu un impératif de sécurité nationale. C'est le vrai enseignement du drame d'In Amenas. C'est un point d'ordre pour la nation. Il risque d'être un point de rupture, si on se laisse embarquer dans des jeux faits par les autres.